

D E P A R T E M E N T
D E S B O U C H E S - D U - R H O N E
C O M M U N E D E P O R T S A I N T L O U I S D U R H O N E

Réhabilitation de La Cité des Douanes

**Annexe au CCTP lot 01 :
DISPOSITIONS COMMUNES**

CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)
--

Maître d'ouvrage	Var Aménagement Développement L'Albatros Avenue d'Entrecasteaux BP 140 6 83056 TOULON Cedex <i>au nom et pour le compte de</i> EPA La Masse des Douanes Service Central, 11 Rue des Deux Communes 9 3 5 5 8 M O N T R E U I L
Architecte	CHRISTOPHE CAIRE ARCHITECTURE sarl Impasse des Aubes Claires 13600 LA CIOTAT TEL 04 42 71 44 14 caire.architecture@orange.fr
Réf. dossier	13 VAD 06/17
Désignation	PRO/DCE
Date	Décembre 2024

GENERALITES	3
SEPARATION DES TRAVAUX EN LOTS	4
CONNAISSANCE DES OUVRAGES EXISTANTS ET A REALISER.....	4
CARACTERE FORFAITAIRE DES MARCHES	5
OBLIGATION DE RESULTAT	5
CONSISTANCE GENERALE DES TRAVAUX	6
DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES	7
REGLEMENTS GENERAUX.....	7
NORMES ET REGLEMENTS	7
CLASSEMENT SECURITE INCENDIE	7
SUJETIONS D'ACCESSIBILITE	7
ORGANISATION DES TRAVAUX ET INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	9
CONNAISSANCE DES LIEUX	9
INSTALLATION DE CHANTIER.....	9
ACCESSIBILITE - APPROVISIONNEMENTS	10
NETTOYAGE	10
PROTECTION	11
REUNIONS DE CHANTIER - DIRECTION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	12
MAITRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX.....	12
ORGANISATION, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	12
ECHANTILLONS ET COLORIS	12
ESSAIS - CONTROLES - RECEPTION.....	13
ESSAIS.....	13
CONTROLE DE CONFORMITE DES TRAVAUX.....	13
RECEPTION DES TRAVAUX	13
LIMITES DE PRESTATIONS.....	15
SECTIONNEMENT DES RESEAUX - DEVOIEMENTS.....	15
Réservation Percements Bouchements.....	15
PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	SYNTHESE
PLANNING.....	17
PLANNING	17
SYNCHRONISATION	17
NORMES ET DOCUMENTS APPLICABLES	18
Documents de références	18
1.1.1. Règles de calcul.....	18
1.1.2. CS DTU.....	18
1.1.3. Autres DTU.....	19

GENERALITES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) définit les spécifications des matériaux et conditions d'exécution des travaux à réaliser pour :

LA REHABILITATION DE LA CITE DES DOUANES DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

Ce marché de travaux fait suite à la défaillance du titulaire du lot 01

Les travaux à reprendre sont détaillés dans le descriptif ci-joint en annexe.

Le présent cahier des clauses technique générale rappelle l'organisation entre lots, les autres corps d'états devant terminer leurs propres prestations en parallèle.

Les travaux de réhabilitation concernaient :

- le traitement des remontés d'humidités en pieds des façades ;
- la réhabilitation complète des toitures (logements et garages), zinguerie comprise ;
- la réhabilitation complète des façades ;
- le remplacement des menuiseries avec l'objectif de toutes les remplacer, y compris dans les logements non réhabilités ;
- la transformation des locaux administratifs en logements (situés en rdc du bâtiment B) et la réhabilitation de logements, soit au total la réhabilitation de 10 logements non occupés :

. Bâtiment A :

- A1 - 1 situé au rdc et au 1er étage de 47 m² appelé en projet 14A
- A1 - 2 situé au 1er étage de type 3 de 60 m² appelé en projet 14D
- A1 - 3 situé au rdc de type 4 de 73 m² appelé en projet 14B
- A1 - 4 situé au 1er étage de type 3 de 60 m² appelé en projet 14E
- A1 - 5 situé au rdc et au 1er étage de type 5 de 84 m² appelé en projet 14C

. Bâtiment B :

- B2 - 1 situé au rdc de 31,30 m² appelé en projet 12A
- B2 - 2 situé au rdc de 47,90 m² appelé en projet 12B

A noter que la numérotation des logements reprend les indications du tableau d'occupation du maître d'ouvrage, mais qu'elle est doublée des indications :

- portées sur les plans d'origine, faisant référence aux numéros des bâtiments selon les adresses postales (numéros 06, 08, 10, 12, 14 et 16)
- portées sur le diagnostic état parasitaire (non joint, car déjà traité)

Les travaux de traitement amiante sont terminés.

SEPARATION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux sont traités en corps d'états séparés, à prix global et forfaitaire.

Les travaux à réaliser sont décomposés en 4 lots :

Le lot 1 est très partiel, puisqu'il s'agit de terminer et / ou reprendre les travaux réalisés par une entreprise défailante

La numérotation des lots reste la même qu'à l'origine, et les 3 autres lots vont continuer à intervenir en parallèle des reprises / finitions du lot 1 :

- Lot 1 Démolitions, maçonnerie, doublages, cloisons, faux plafonds plâtre, carrelage
- Lot 2 Menuiseries extérieures et intérieures, serrurerie
- Lot 3 Electricité, plomberie, chauffage, VMC
- Lot 4 Revêtements de sols textiles, peinture et faux plafonds dalles

CONNAISSANCE DES OUVRAGES EXISTANTS ET A REALISER

Le présent dossier de consultation comprend la description sommaire des ouvrages, permettant aux soumissionnaires de juger de tout ce qui est nécessaire au parfait achèvement des travaux et de présenter des soumissions bien étudiées.

Pour cela, les soumissionnaires devront prendre connaissance du dossier de consultation dans son intégralité, et seront tenus de connaître parfaitement l'état des lieux et ouvrages existants à la date de leur soumission, ainsi que l'étendue des travaux à réaliser.

Les soumissionnaires sont considérés comme avoir visité les lieux, librement accessibles, avant de remettre leur offre, et sont réputés avoir pris toutes dispositions pour avoir une parfaite connaissance de ceux-ci.

Ils ne pourront se prévaloir de la méconnaissance des lieux ou de l'incompréhension du dossier pour ne pas exécuter l'ensemble des travaux nécessaires à une installation en parfait état de marche et conforme à la réglementation.

CARACTERE FORFAITAIRE DES MARCHES

Les travaux seront exécutés dans le cadre de marchés globaux et forfaitaires.

Il est rappelé que le caractère intangible du forfait contraint les soumissionnaires à se prévaloir par écrit, avant le dépôt de leur soumission, d'une omission ou d'une insuffisance de description éventuelles dans le dossier de consultation, pour réclamer à la maîtrise d'oeuvre un supplément financier quel qu'il soit.

Ils devront signaler, éventuellement, et en temps utile, toute imprécision, insuffisance ou erreur de description qui leur sera apparue pendant l'étude du dossier, avant le dépôt de leur soumission.

Toute réclamation intervenant après celui-ci ne saurait être prise en considération.

De même, ayant connaissance de l'ensemble du dossier de consultation, les soumissionnaires devront signaler toute imprécision concernant les limites de prestations du lot pour lequel ils répondent avant le dépôt de leur offre.

Toute réclamation intervenant après celui-ci ne saurait être prise en considération, les limites de prestation entre les différents lots telles qu'arrêtées par le maître d'oeuvre ne pouvant être remises en question.

OBLIGATION DE RESULTAT

L'obligation de résultat engage contractuellement l'entrepreneur dans le cadre de son prix forfaitaire.

Elle concerne principalement :

- . Les objectifs du programme tels qu'ils sont définis par le CCTP et les documents graphiques du dossier.
- . Le respect de la réglementation en vigueur
- . La mise en oeuvre conforme aux conditions de garanties
- . Le fonctionnement normal des installations et équipements.

En conséquence, toute disposition du projet tel qu'il est défini par ses pièces contractuelles, qui serait contraire ou insuffisante en regard de ces données, doit être adaptée par l'entrepreneur sans remettre en cause le caractère forfaitaire de leurs marchés.

Tous les travaux compris dans les marchés seront soumis aux garanties "Bâtiments" telles qu'elles sont définies par les articles 1792 § 1 à 6 du CODE CIVIL Loi du 4 janvier 1978, et leurs mises à jour éventuelles.

L'entrepreneur devra se prémunir contre les problèmes de livraison de matériel et d'effectif de personnel, qui sont accrus durant la période estivale. En cas de retard, le Maître d'Ouvre se réserve le droit de faire exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, au coût et risques de l'entreprise défaillante.

CONSISTANCE GENERALE DES TRAVAUX

L'entrepreneur devra l'ensemble des travaux et fournitures nécessaires à la réalisation des installations, conformément aux dispositions du présent dossier de consultation, sans limitation, ni restriction, avec toutes les conditions de parfait achèvement, de bon fonctionnement et de sécurité.

L'ensemble des travaux devra être exécuté avec du matériel neuf, présentant toutes les garanties nécessaires et répondant aux normes en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Les travaux à exécuter comprennent :

- La fourniture du matériel sur le chantier
- La mise en place
- La main d'oeuvre et pose des matériels et appareils
- L'ensemble des travaux et essais, tels que définis par les normes en vigueur
- Le maintien en bon état, ainsi que la réfection et le remplacement de toutes les parties de l'installation qui seraient révélées défectueuses ou non conformes pendant le délai de garantie, à l'exclusion de la remise en état des parties faisant apparaître des détériorations par leur usure normale. Toute avarie survenue en cours de garantie entraînerait des réparations à la charge de l'entrepreneur, soit qu'il les fasse lui-même, soit que l'Administration se voit dans l'obligation de les faire exécuter elle-même devant sa carence.
- Les travaux nécessaires au maintien de l'accessibilité des immeubles riverains pendant toute la durée des travaux.
- Toutes les prestations de raccord du présent chantier à l'existant.

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES GENERALES

REGLEMENTS GENERAUX

Les installations seront conformes aux textes légaux et réglementaires en vigueur au moment de l'exécution des travaux, et en particulier, sans que cette liste soit limitative :

- Règlement de sécurité contre l'incendie, et notamment :
- Arrêté du 25.06.80 : Dispositions générales
- Règlement sanitaire départemental
- Réglementation contre le bruit NRA
- Réglementation thermique NRT 2005

NORMES ET REGLEMENTS

Le présent C.C.T.P. est établi par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) et des normes françaises en vigueur à la date de remise des offres, documents visés au C.C.A.P. et dont la liste est fournie à titre indicatif en annexe au présent document.

Dans ces documents ci-annexés, toute référence à des normes non publiées ou périmées devra être remplacée par l'application des fascicules existants.

CLASSEMENT SECURITE INCENDIE

Le bâtiment est classé en habitation. Les contraintes incendies sont celles applicables aux habitations de deuxième famille organisées dans des immeubles en R+1 (majorités) ou collectivement dans un immeuble comportant au plus trois étages sur rez-de-chaussée.

SUJETIONS D'ACCESSIBILITE

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les difficultés d'accès et de circulation dans la zone du chantier, ainsi que sur la nécessité de limiter la gêne occasionnée aux locataires pendant la durée des travaux.

En effet, les travaux vont être réalisés en site occupé.

Les dispositions et précautions particulières décrites par le coordonnateur SPS seront rendues contractuelles.

L'entrepreneur est réputé avoir tenu compte de toutes les sujétions induites par ces mesures d'organisation de chantier dans son offre, et en particulier :

- de la limitation des points d'accès et d'approvisionnement ou de stockage sur le chantier,
- des sectionnements provisoires ou définitifs de réseaux à réaliser qui n'auraient pas déjà été réalisés par le maître d'ouvrage,
- des réseaux provisoires nécessaires,
- des ouvrages provisoires de protection à réaliser (chocs, poussières, etc.)

Chaque corps d'état aura à sa charge la fourniture, la pose et l'entretien de ses propres ouvrages de protection.

Les lots concernés auront à leur charge, chacun pour leur part, en sus de toutes les déviations et dévoiements de réseaux impliquées par les dispositions des plans du projet, toutes les prestations qui permettent de maintenir en parfait état d'habitabilité et d'accessibilité les locaux voisins, pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra donc éliminer de son offre tout mode opératoire qui ne permettrait pas le maintien de l'habitabilité ou de l'accessibilité.

Chaque lot doit notamment tous les dévoiements, coupures ou rétablissements définitifs ou provisoires de réseaux suivant les nécessités.

ORGANISATION DES TRAVAUX ET INSTALLATIONS DE CHANTIER -

CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est tenu de prendre connaissance, dans le détail, des lieux d'exécution des travaux et ouvrages existants, et de toutes les sujétions s'y rapportant:

- accessibilité extérieure et intérieure
- stockage des matériaux
- conditions d'installation de chantier
- nature et constitution des mitoyens et des différents corps de bâtiment du site
- réseaux
- voiries et conditions de stationnement
- sujétions liées au maintien de l'habitabilité et de l'accessibilité aux immeubles riverains

Pour ce faire, il devra se rendre sur les lieux autant de fois que nécessaire, et procéder aux sondages ou vérifications qu'il juge nécessaire.

INSTALLATION DE CHANTIER

Une zone de dépôt provisoire extérieure située à l'intérieur de la propriété pourra être affectée aux approvisionnements et évacuations par benne transfert.

Si toutefois des installations devaient être, même à titre provisoire, aménagées sur la voie publique, elles devront faire l'objet d'une demande de l'entreprise auprès des services municipaux, et n'être effectives qu'après obtention d'un arrêté de voirie.

Dans tous les cas, qu'elles soient aménagées à l'intérieur ou à l'extérieur du terrain, les zones de dépôts seront clôturées et entretenues par le lot à qui il profite, à l'exception des installations de chantier proprement dites entretenues par le lot 1 gros oeuvre.

Hormis les prestations relevant des lots techniques, toutes les protections et cloisonnements liés aux travaux et au phasage sont effectivement dues par le lot 01.

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises, sans contrepartie financière sous réserve d'un "usage normal" l'électricité et l'eau. Par "usage normal", il convient de comprendre que l'électricité et l'eau ne restent pas "allumés" alors que les locaux ne sont pas occupés et / ou qu'aucune activité ne le justifie. Afin de contrôler ces usages, le lot 3 électricité / plomberie sera chargé de la fourniture et pose de sous-comptages électricité et eau durant la phase de chantier.

Il n'est pas prévu de bennes pour les entreprises, mais chaque lot est tenu d'évacuer ses gravats quotidiennement, avec la possibilité d'organiser ses propres travaux avec la fourniture et pose de bennes.

Cette précision étant faite, les entreprises peuvent s'entendre au titre du compte prorata, pour mettre en place un « service » de bennes afin d'évacuer les déchets.

En fonction des besoins définis lors de la période de préparation, des vestiaires, un WC et une salle de repos seront mis à disposition du personnel de chantier par le titulaire du lot 1.

Il est rappelé que le lot 1 a la possibilité d'aménager ces locaux dans l'existant, sous réserve de l'accord du coordonnateur SPS, et dans la mesure où ces aménagements restent conformes au code du travail sans gêner la mise en oeuvre des travaux, ni les usagers.

Il n'est pas demandé de bureau de chantier ou de salle de réunion.

ACCESSIBILITE - APPROVISIONNEMENTS

L'accessibilité du chantier sera restreinte pour limiter la gêne aux riverains et utilisateurs.

Les points d'accès seront limités à ceux définis d'un commun accord avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur SPS.

a. Accès et circulation du personnel de chantier à l'extérieur - stationnement

Dans le respect de la réglementation

b. Approvisionnements du matériel et des matériaux - évacuations.

Dans le respect de la réglementation

c. Moyens de levage extérieurs.

Dans le respect de la réglementation

NETTOYAGE

La totalité du chantier et de ses abords devra être maintenu en parfait état de propreté.

Chaque corps d'état est responsable de son lot afin de permettre au corps d'état suivant de travailler dans les meilleures conditions.

En cas d'inexécution du nettoyage par l'un des lots, l'entrepreneur chargé du lot gros-œuvre exécutera le nettoyage en lieu et place de l'entrepreneur défaillant, et facturera les heures correspondantes, qui lui seront payées par réfaction sur les situations de l'entrepreneur fautif.

En cas d'inexécution de ces opérations de nettoyage, le Maître d'Oeuvre pourra, après mise en demeure par simple courrier, courriel, ou indication dans un Procès Verbal de Réunion de Chantier mis en copie du maître d'ouvrage, faire exécuter ces prestations

par une entreprise spécialisée au frais des entreprises du chantier en répartition au prorata ou au frais de ou des entreprises responsables.

PROTECTION

- **Ouvrages Existants :**

L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires à la bonne protection et conservation des ouvrages existants. Toute dégradation sera suivie d'une remise en état par l'entreprise responsable.

- **Confort des riverains et usagers :**

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la vie des riverains ne soit ni gênée, ni perturbée par les travaux.

L'entrepreneur évitera chaque fois que cela est techniquement possible l'utilisation de procédés de réalisation bruyants.

REUNIONS DE CHANTIER - DIRECTION ET COORDINATION DES TRAVAUX

MAITRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX

La maîtrise d'oeuvre des travaux est assurée par Christophe Caire Architecture sarl.

Les instructions seront données aux entreprises lors des réunions de chantier hebdomadaires, et par courriers, télécopies, téléphone ou e-mail.

ORGANISATION, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX

La coordination et le pilotage des interventions des différents corps d'état est assurée par l'architecte relayé sur chantier par le titulaire du lot numéro 1 qui devra par demi journées informer l'architecte de l'absence éventuelle d'un corps d'état dont la présence avait été convenu au titre de la réunion de chantier ou de coordination.

Aucune plus value ne sera accordée sur le montant des travaux en cas d'allongement du délai de réalisation, sauf allongement résultant de travaux supplémentaires d'une masse supérieure à 30% du montant du marché.

ECHANTILLONS ET COLORIS

Avant toute mise en oeuvre, les entrepreneurs devront soumettre tous les échantillons demandés à l'approbation du Maître d'Oeuvre.

L'architecte et le Maître d'Ouvrage restent seuls juges de la validité des équivalences proposées.

Les ouvrages réalisés sans que les échantillons aient été validés par le maître d'oeuvre pourront être refusés sans indemnité.

Une liste des échantillons, et leurs dates de présentation, sera mise au point dès le démarrage du chantier.

Cette liste ne sera pas limitative, et d'autres échantillons pourront être demandés en tant que besoin à tous les stades d'avancement.

Il est précisé que les produits de finition tels que peintures, revêtements muraux et de sols donneront lieu à réalisation de planches d'essais sur supports définitifs d'au moins 1 m2.

ESSAIS - CONTROLES - RECEPTION

ESSAIS

Les essais seront effectués par les soins et aux frais de l'entrepreneur de chaque lot, s'il le souhaite, en présence d'un représentant du maître d'ouvrage, et sous son contrôle.

L'entrepreneur devra prévoir la mise à disposition de tous les appareillages et main-d'oeuvre nécessaires aux essais.

L'ensemble des essais définis au Document Technique n°1 "Contrôle Technique des Ouvrages" sera réalisé.

Il sera fait application de la réforme de l'assurance construction, avec Contrôle Technique limité à la sécurité des personnes

Les résultats des essais seront consignés dans des procès-verbaux dans les conditions d'évolution de la loi.

En effet, les essais des installations techniques des bâtiments réalisés par les entreprises sur le chantier avant la réception, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement, font désormais l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC, qui remplacent les anciens PV Coprec. Il s'agit d'établir des attestations d'essais de fonctionnement selon les modèles établis par l'Agence Qualité Construction ou équivalent.

CONTROLE DE CONFORMITE DES TRAVAUX

Dans les limites de sa mission, la vérification des travaux et installations sera effectuée par un bureau de contrôle, dont les honoraires seront à la charge du Maître d'Ouvrage.

Avant tout commencement de travaux, l'entreprise devra se rapprocher du bureau de contrôle, et obtenir de ce dernier l'accord sur les travaux à réaliser, tant sur le point des tracés que sur la nature des matériaux utilisés.

L'entrepreneur devra se conformer aux instructions de ce bureau de contrôle pour la mise en conformité des travaux et installations, étant précisé qu'aucun supplément de prix ne sera accordé à ce titre.

RECEPTION DES TRAVAUX

Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé aux opérations préalables à la réception.

Les visites feront l'objet d'une demande de l'entreprise au maître d'ouvrage. A cette demande, devront être joints les documents définis plus haut.

Si les vérifications du parfait achèvement des travaux, de la conformité et de la qualité de ceux-ci, du parfait fonctionnement et des essais, ont donné des résultats

satisfaisants, la réception sera prononcée. Sinon, elle sera ajournée, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait apporté les retouches nécessaires.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée qu'à la délivrance du procès-verbal de conformité et de la fiche contrôle travaux, dûment signés par le bureau de contrôle.

La réception ne prendra effet qu'un an après la visite de réception.

Jusqu'à la réception, l'entrepreneur devra assurer à ses frais la protection de ses ouvrages contre toutes les détériorations possibles et procéder à tous les changements, reprises et réparations qui s'avéreront nécessaires.

LIMITES DE PRESTATIONS

SECTIONNEMENT DES RESEAUX - DEVOIEMENTS

Le sectionnement ou le dévoiement de chaque réseau existant sera réalisé par l'entrepreneur qui en aura besoin, qui fait son affaire de prendre toutes dispositions nécessaires et de demander toutes autorisations auprès des services concessionnaires.

Dans l'hypothèse où certains réseaux n'auraient pas été dévoyés ou recoupés, le maître d'œuvre aura la faculté de demander l'intervention immédiate du lot concerné.

En théorie, l'eau sera coupée par le plombier, les réseaux d'électricité par l'électricien.

Il est important de noter que les appartements actuellement occupés le seront durant les travaux

La coordination des sectionnements sera assurée par le titulaire du lot Gros-œuvre, en fonction du planning prévisionnel des travaux.

Les dévoiements de réseaux, provisoires ou définitifs, seront assurés dans les mêmes conditions.

L'entrepreneur devra en particulier la remise en état des lieux dans les parties où la réalisation des réseaux rendrait celle-ci nécessaire.

Un état des lieux sommaire des réseaux est joint au présent dossier. Cet état est fourni à titre indicatif, et il devra être complété par l'entrepreneur au cours de sa visite des lieux.

L'entrepreneur de chaque lot est tenu de s'assurer des possibilités de passage, niveaux et consistance de l'existant, points de raccordement.

RESERVATION PERCEMENTS BOUCHEMENTS

Le titulaire du lot 1 devra réserver ou créer **dans les ouvrages neufs ou existants s'ils ont été identifiés sur les plans de l'appel d'offre** toutes les trémies nécessaires au passage des réseaux des différents lots, et la réalisation des percements dans les ouvrages existants.

A cette fin, chaque lot devra pour cela fournir en temps et en heure les plans de ses réseaux et des réservations nécessaires.

Dans le cas où ces éléments n'auraient pas été fournis en temps et en heure, l'entrepreneur titulaire aura à sa charge tous percements, remises en état et gaines tels que décrits ci-avant.

L'entrepreneur doit la pose et le réglage de ses ouvrages, ainsi que les scellements ;

Les rebouchages et calfeutrements devront reconstituer les parois traversées tant du point de vue statique, phonique, que du point de vue coupe-feu.

Les réservations dans l'existant qui n'auraient pas été envisagées au titre du DCE et que souhaiterait un lot technique sont à prévoir par ce dernier.

<p style="text-align: center;">PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX SYNTHESE PLANNING</p>

PLANNING

Un nouveau planning sera mis au point avec l'entreprise retenue pour le lot 1

Le planning enveloppe est de 3 mois au maximum. L'entreprise pourra l'optimiser.

A noter que l'optimisation des délais est un critère d'appréciation de l'offre.

SYNCHRONISATION

Les entrepreneurs sont tenus de suivre l'avancement des travaux TCE, de tenir compte des délais nécessaires à chacun, et de n'entraîner ni gêne ni retard dans l'exécution des ouvrages des autres lots.

NORMES ET DOCUMENTS APPLICABLES

Excepté certains travaux de reprises qui comme l'explique le descriptif des travaux ne pourrions respecter les règles de l'art, ci-dessous, les documents de références.

DOCUMENTS DE REFERENCES

- ⇒ Toutes normes et règles de l'art en vigueur à la signature des marchés
- ⇒ Normes AFNOR
- ⇒ REEF
- ⇒ Règles de calcul
- ⇒ Eurocodes
- ⇒ DTU
- ⇒ Cahier du CSTB
- ⇒ Agréments et avis techniques du CSTB

La liste des normes et documents applicables est la suivante :

1.1.1. Règles de calcul :

Fascicule 62 : Titre I, Section I dit Règles BAEL 91 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites.

Titre I, Section II dit Règles BPEL 83 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton précontraint, suivant la méthode des états limites.

EUROCODES 1 à 9

CM 66 : Règles de calcul des constructions en acier - Additif 1980.

NV 65 et 84 : Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions (modifiées 95).

PS 89 et 92 : Règles parasismiques 1992.

1.1.2. CS DTU :

DTU 20.1 : Règles de calcul et dispositions constructives minimales des ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs.

DTU 23.1 : Règles de calcul des parois et murs en béton banché.

DTU 60.11 : Règles de calcul des installations de plomberie sanitaire et des installations d'évacuation des eaux pluviales.

DTU Règles FB : Méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton.

DTU-Th K77 :

Règles de calcul des caractéristiques thermiques utiles des parois de construction.

Révision concernant les blocs en béton de granulats légers.

Mise à jour portant sur la définition des valeurs utiles et les caractéristiques thermiques des pierres et matériaux isolants.

Mise à jour portant sur les parois vitrées et portes.

Mise à jour portant sur les parois à lame d'air ventilée, les matières plastiques et les parois vitrées.

DTU-Th Titre II : Règles de calcul des déperditions de base des bâtiments.

DTU-Th-G : Règles de calcul du coefficient GV des bâtiments d'habitation et du coefficient G1 des bâtiments autres que d'habitation.

1.1.3. Autres DTU :

DTU 20.1 : Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs.

DTU 21 : Exécution des travaux en béton - Marches préfabriquées indépendantes en béton armé pour escalier.

DTU 23.1 : Parois et murs en béton banché.

CC2 : Dimensionnement des installations de chauffage central à eau chaude ou à eau surchauffée à basse température.

CC3 : Réalisation des installations de chauffage central à eau chaude ou à eau surchauffée à basse température.

DTU 68.2 : Installation de ventilation mécanique.

DTU 70.1 : Installations électriques des bâtiments à usage d'habitation.

DTU 24.1 : Fumisterie.

DTU 25.1 : Enduits intérieurs en plâtre.

DTU 25.221 : Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre.

DTU 25.222 : Plafonds fixés (plaques de plâtre à enduire, plaques de plâtre à parement lisse).

DTU 25.232 : Plafonds suspendus (plaques de plâtre à enduire, plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues).

DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre (cloisons en carreaux de plâtre à parement lisse).

DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées).

DTU 25.42 : Complexe de doublage.

DUT 26.1 : Enduits aux mortiers de liants hydrauliques.

DTU 26.2 : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

DTU 34.1 : Ouvrages de fermeture pour baies libres.

DTU 36.1 : Menuiserie en bois.

DTU 37.1 : Menuiserie métallique.

DTU 39 : Vitrerie.

DTU 52.1 : Revêtements de sols scellés.

DTU 53.1 : Revêtements de sols textiles.

DTU 55 : Revêtements muraux scellés destinés aux locaux d'habitation, bureaux et établissements d'enseignement.

DTU 58.1 : Mise en oeuvre des plafonds en matériaux fibreux d'origine minérale, en panneaux dérivés du bois et en métal.

DTU 59.1 : Peinturage.

DTU 59.2 : Revêtements plastiques épais sur béton et enduits à base de liants hydrauliques.

DTU 60.1 : Plomberie sanitaire pour bâtiments à usage d'habitation.

DTU 60.2 : Canalisations en fonte, évacuations d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux-vannes.

DTU 60.31 : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : eau froide avec pression.

DTU 60.32 : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : évacuation des eaux pluviales.

DTU 60.33 : Canalisations en chlorure de polyvinyle non plastifié : évacuation d'eaux usées et d'eaux-vannes.

DTU 60.5 : Canalisations en cuivre, distribution d'eau froide et chaude, sanitaire, évacuation d'eaux usées, d'eaux pluviales et d'eaux-vannes, installations de génie climatique.

DTU 61.1 : Installation de gaz.

DTU 65.10 : Canalisations d'eau chaude ou froide sous pression et canalisations d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à l'intérieur des bâtiments.